**RÉSUMÉ DU 2E CHAPÎTRE** du livre Social-démocratie 2.0, 2014, Auteur : Stéphane Paquin : «   La mondialisation n’est (toujours) pas coupable  ».

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**PRÉAMBULE**

.Les déclinistes pensent que le retrait de l’État-providence est nécessaire pour faire face à la mondialisation afin d’être plus compétitif.

.Les transformistes disent que la mondialisation ne demande pas un désinvestissement de l’État-providence, au contraire.

Dans ce chapitre, Stéphane Paquin met la table en présentant deux discours qui s’opposent en ce qui concerne la mondialisation. L’un appartient aux déclinites et l’autre appartient aux transformationnistes.

Les déclinistes émettent la théorie que l’État-providence dans le contexte de la mondialisation ne permettrait pas d’accumuler de la richesse tout en offrant autant de mesures sociales à la population . C’est pourquoi l’État-providence devrait se désengager afin de permettre d’être plus compétitif financièrement au niveau international. Les déclinistes prétendraient également que les taxes sur nos produits feraient fuir les investisseurs.

La théorie des transformationnistes s’applique à dire le contraire et sera élaborée un peu plus loin dans le texte.

Mais Tout d’abord pour comprendre l’émergence de ces deux théories jusqu’à leur opposition commune, Stéphane Paquin nous fait un peu d’histoire dans ce chapitre. L’auteur situe la naissance de l’État-providence après la 2e guerre mondiale. A cette époque, il y avait une faible concurrence mondiale ; ce qui aurait permis la création de nombreuses mesures sociales par l’état et de nombreux investissements dans les dépenses publiques. Ces mesures offertes à la population étaient très généreuses tout en étant très diversifiées. Soudainement, des questions surgissent , pourquoi créer des mesures sociales? A quoi cela pouvait-il servir?

Un peu plus loin sur l’échelle du temps, Paquin mentionne une crise économique vers les années 70. Le mot d’ordre à l’époque des gouvernements était devenu : « couper ». Couper où? Dans les mesures sociales et publiques pour être plus compétitif au niveau mondial, pensait-on. On voulait être mieux positionné pour jouer sur ce nouveau terrain économique car les règles du jeu changeaient. Après les coupures, l’État-providence se voit investir dans les mesures sociales et publiques pour se dégager d’une crise économique ou d’un ralentissement. On a vu ce scénario se répéter à quelques reprises depuis les années 70. A chaque fois, les gouvernements ont injecté des argents dans ces domaines.

Paquin dit dans le texte, douter que la mondialisation soit la seule raison pour justifier la pertinence des coupures dans les mesures sociales et publiques en ajoutant qu’il serait même exagéré de le prétendre. A la page 51 du chapitre deux du volume, Paquin fait même une révélation importante. L’auteur dit que la théorie interventionniste prétend que « les pays ayant une taxation élevée, de forts taux de syndicalisation…et un état interventionniste s’en tireraient mieux » dans un contexte de mondialisation. Les déclinsites prétendent le contraire sur ce point. Pour appuyer ses propos, Paquin fait référence à de très nombreux auteurs qui vont dans ce sens et qui sont énumérés à la fin de son chapitre . Pour reprendre presque textuellement les propos de Paquin à la page 59 , il aurait autant de dépenses sociales et publiques en 2012 qu’ en 1960.

Finalement, à la page 52 du chapitre, Paquin nous explique à quoi servent les mesures sociales et les dépenses publiques. «  Les dépenses … sur le PIB sont plus élevés ….parce qu’elles servent à réduire les risques contre les chocs » externes  de la mondialisation et que « la mondialisation favoriserait la mise en place de la social démocratie » en retour. Pour illustrer cela, Paquin explique que dans le pays où on retrouve l’État-providence, on y retrouverait également de bons emplois qui permettraient d’aller chercher des taxes pour générer des surplus monétaires qui eux, à leur tour, permettraient de faire des transactions commerciales au niveau international tout en se garantissant une certaine sécurité car des surplus monétaires ayant été dégagés(un genre de coussin financier). Depuis les années 60, comme le marché financier a changé, il est devenu plus grand et plus ouvert, on assiste à l’émergence de nouveaux produits financiers. Durant les années 70-80, il est désormais possible d’ investir partout sur la planète.

En conclusion, fort de statiques mondiales et de graphiques présentés dans le chapitre, dont je vous ai fait grâce, et des nombreux auteurs cités en annexe du chapitre qui supportent la théorie interventionniste, l’auteur rétorque aux déclinistes que les pays interventionnistes au final, ne seraient pas moins compétitifs et n’auraient pas non plus moins d’exportation à cause des taxations sur leurs produits. L’État-providence de ces pays ne ferait pas non plus un obstacle à leur présence sur les marchés internationaux tout en s’y positionnant assez bien financièrement . Ces pays interventionnistes seraient même d’assez bons joueurs sur la scène mondiale. Leur santé financière serait même assez bonne pour permettre de continuer d’offrir une bonne qualité de vie à leurs habitants par de nombreuses mesures sociales et des dépenses publiques. Paquin prétend même que ce scénario n’aurait pas changé en quantité durant la période de 1960 à 2012. Ce résumé, sans prétention, a tenté de vulgariser, de résumer et de condenser des notions complexes du chapitre deux qui sert d’assise au volume social-démocratie 2.0 .

Sylvie Croteau